

5 JUIN

MOBILISATION GÉNÉRALE

*Pour nos
salaires &
nos retraites*



La réforme des retraites d'Emmanuel Macron ne passe toujours pas.

Alors que la “concertation retraites” qui s’est ouverte à la fin de l’année 2024 devait être “sans totem ni tabou”, le Premier ministre a déclaré quelques mois plus tard que “le retour à l’âge de départ à 62 ans était impossible”. Le prétexte du déficit public pour aller à l’encontre de la volonté des travailleur·ses est une hérésie, tout autant que celui de la compétitivité des entreprises avancé par Macron.

Le gouvernement s’entête à ne pas vouloir trouver de nouvelles sources de financements pérennes, alors que les propositions abondent : augmenter les salaires (et donc les cotisations), mettre en place l’égalité salariale, ou encore réorienter les milliards de cadeaux faits aux entreprises vers notre système de sécurité sociale : des mesures concrètes et justes existent.

SALAIRES : LE MALAISE EST PROFOND !

Les négociations annuelles obligatoires de cette année montrent le mépris qu'a le patronat pour le maintien de notre pouvoir d'achat : les augmentations générales en 2025 s'élèvent à 2,1 %, soit presque au même niveau que l'inflation, alors qu'il faudrait que les salaires augmentent de 4,5 % sur deux ans pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2022 !

61 %

des cadres estiment que leur pouvoir d'achat s'est dégradé depuis la crise du Covid (Apec, 2024)

74 %

+ 18 POINTS DEPUIS 2018

des professions intermédiaires placent maintenant leur salaire comme priorité dans leur travail, avant l'équilibre vie pro/vie perso

(Baromètre ViaVoice, 2025)

L'utilisation grandissante, par les employeurs, des augmentations individuelles, primes, et parts-variables participent à la dégradation de nos salaires. Pire, pour qu'une partie de l'enveloppe allouée aux augmentations nous revienne, il faut accepter le présentisme, des heures supplémentaires souvent non récupérées ou rémunérées, ou s'adapter à des systèmes d'évaluation basés sur des critères largement contestés.

EMPLOIS : PAS TOUCHE !

Licenciements, fermetures de sites, réorganisations sans concertation des salariées, chômage en hausse...

Les craintes liées à la sécurité de l'emploi sont en augmentation chez les ingénier·es et cadres, qui sont 24 % à se sentir davantage menacé·es par le risque de licenciement (+3 points depuis 2024 - Apec, 2025).

Les professions intermédiaires, maintenant première catégorie socio-professionnelle en nombre (Insee, 2025), sont aussi largement affectées par les suppressions d'emploi dans les entreprises (automobile, sidérurgie ...) et les administrations. 27 % des professions intermédiaires placent la sécurité de leur emploi parmi leur priorité.

Pour protéger notre industrie et nos services publics il faut défendre l'emploi qualifié !

POUR L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

Le 5 juin, une résolution parlementaire sur l'abrogation de la réforme sera débattue et adoptée, si nous nous mobilisons massivement pour nous faire entendre des député·es ! Ingés, cadres, techs : nous sommes ensemble contre la réforme :

54 %

des cadres sont pour l'abrogation de la réforme et pour un retour à l'âge légal de départ à 62 ans

65 %

(Ifop|CGT, 2025)

des professions intermédiaires sont pour l'abrogation de la réforme et pour un retour à l'âge légal de départ à 62 ans

De meilleurs salaires et l'abrogation de la réforme des retraites sont possibles ! Par notre mobilisation, mettons la pression populaire pour défendre notre pouvoir d'achat, obtenir de meilleures conditions de travail, et l'abrogation de la réforme des retraites !

Rejoindre la CGT



Ingés, cadres, techs et agents de maîtrise prenons toute notre place dans le combat collectif !

